

Déclaration liminaire au CSE du réseau France 3 du 15 juin 2022

L'audiovisuel public, punching ball permanent

Ça n'a pas tardé ! En annonçant la suppression de la redevance, Macron a ouvert la boîte de pandore, libérant soudain la parole décomplexée des faux amis du service public.

On a ainsi pu lire le fruit des cogitations des sénateurs – LR – qui prônent désormais la fusion de toutes les entreprises de l'audiovisuel public en une nouvelle ORTF baptisée France Médias.

Si c'était pour développer l'audiovisuel public, accroître son rayonnement, on ne pourrait qu'applaudir, mais l'intention sous-tendue est de continuer à faire toujours plus d'économies, de supprimer des emplois et donc d'affaiblir l'audiovisuel public et d'y dégrader les conditions de travail.

Les sénateurs LR ne se contentent pas de recréer l'ORTF, ils proposent en outre de fusionner France 3 et France Bleu au sein d'une filiale, autrement dit, de nous externaliser, de nous satelliser. Quel est le but recherché ?

On sait ce que signifierait, pour les 3000 salariés du Réseau et leurs homologues de France Bleu, une sortie de la maison mère, en termes de perte de conquits sociaux et de dérégulation. Veut-on revivre, de manière démultipliée, la grave crise vécue lors du projet TEPI de transfert des émissions produites en interne vers la filiale France.tv Studio ?

C'est donc une période agitée qui s'ouvre, pleine d'incertitudes pour les salariés et génératrice de risques.

Dans ce débat, il n'est pas dit que la direction sera un appui. Dès la semaine dernière, Delphine Ernotte a déclaré en CSE central qu'elle était pour une fusion France Bleu / France 3, devançant ainsi les injonctions venues d'en haut.

Après 10 ans d'une laborieuse fusion des ex-entités de France télévisions, après les saignées budgétaires drastiques, la suppression de 1400 postes largement portée par le réseau régional, après les réformes et les réformes des réformes, c'est donc une nouvelle ère faite d'instabilité et de dérégulation qui s'annonce. Une forme de maltraitance institutionnalisée, en somme.

Il est encore temps d'éviter ce naufrage. La CGT appelle les salariés à avoir un vote responsable dimanche prochain, contre l'extrême droite et l'ultra-libéralisme, et à se joindre, nombreux, au cortège du 28 juin à Paris.

Paris, le 15 juin 2022